

(1)

( N° 58. )

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1925.

## BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE POUR L'EXERCICE 1925 (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS  
ET DES ECONOMIES (2), PAR M. DAVID.

MESSEURS,

La Commission des Finances ayant insisté pour que soit reprise la publication annuelle de la situation des comptes figurant au Budget pour ordre, une question dans ce sens a été posée à M. le Ministre des Finances. Voici sa réponse :

« La Trésorerie ne dispose pas encore de tous les éléments nécessaires pour établir la situation des comptes inscrits au budget pour ordre.

Pour les années 1914 à 1924, cette situation sera indiquée dans les comptes généraux que je ferai publier aussitôt que possible.

Le compte général de l'année 1914 sera terminé au cours du trimestre prochain, la première partie en est déjà arrêtée et transmise à la Cour des Comptes.

Les comptes des années 1915 à 1918, dont la formation sera moins laborieuse, pourront être successivement remis à ce Collège dans un délai satisfaisant.

Ensuite, mon administration entreprendra la rédaction des comptes d'après-guerre, travail considérable qui sera effectué avec toute la célérité désirable. »

\*  
\*  
\*

Un certain nombre de comptes qui figuraient régulièrement à tous les budgets

(1) Budget, n° 4xix.

(2) La Commission est composée de MM. Lemonnier, président, Hallet et Pussemier, vice-présidents, Carlier et David, secrétaires, Bologne, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Golenvaux, Merlot, Pecher, Pierco, Soudan, Straus, Van Ackere et Wauwerwans.

La distribution du présent rapport (N° 58),  
a eu lieu le 13 juillet 1925.

jusqu'à ce jour, ne paraîtront plus à celui de 1925 et aux suivants. Ce sont ceux portant les n<sup>os</sup> 120b, 123 et 124 au budget de 1924, et relatifs aux fermes des colonies de bienfaisance, aux domaines agricoles des Écoles de bienfaisance de Moll, Ruysselede, Saint-Hubert et Merxplas, aux exploitations agricoles dépendant des instituts de Laeken, Huy et Vilvorde.

Le motif en est que ces fermes et domaines agricoles sont aujourd'hui exploités en régie.

Les comptes de ces exploitations ne sont publiés dans aucun document officiel, mais peuvent être consultés aux départements dont dépendent les établissements intéressés.

Un membre de la Commission a demandé si ces errements nouveaux ne sont pas en opposition avec l'article 115 de la Constitution, § 2, lequel porte :

« Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes. »

Il est incontestable, dit-il, que les recettes et dépenses de ces fermes et domaines, qui appartiennent à l'État, sont des recettes et dépenses de l'État.

Elles doivent donc figurer au budget et dans les comptes, ce qui ne sera plus le cas si la pratique nouvelle est admise.

Voici la réponse du Département des Finances à la question posée au sujet de ces trois comptes :

« Ainsi que vous le pensez, les articles 120b, 123 et 124 qui figuraient au budget pour ordre de 1924 ont été supprimés pour 1925, en suite de l'autonomie financière accordée par la loi, aux établissements visés par les articles en question.

Cette autonomie a pour conséquence, en effet, de ne plus faire passer par la comptabilité de l'État les recettes et les dépenses de ces établissements ».

Diverses autres questions ont été posées par la Commission. Nous donnons ci-dessous les réponses fournies.

#### QUESTION.

*Quelles recettes et quelles dépenses devaient figurer à l'article 58, actuellement supprimé et intitulé : Administration des chemins de fer ?*

#### RÉPONSE.

Le fonds qui faisait l'objet de l'article 58 du projet de budget primitif des Recettes et des Dépenses pour ordre, devait représenter le compte-courant, avec le Trésor belge, des recettes et des paiements des chemins de fer si la loi instaurant l'autonomie financière de ladite administration avait été votée en temps utile par le Sénat (art. 19 du document du Sénat, n<sup>o</sup> 247, session 1923-1924).

#### QUESTION.

*L'article 3 du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre prévoit une somme de 100,000 francs en exécution de la loi relative à la dépossession des titres au porteur.*

*Puis-je vous demander de me faire connaître le mouvement des fonds auquel a donné lieu jusqu'ici l'application de cette loi ?*

## RÉPONSE.

A la date du 17 janvier 1925, les dépôts en numéraire effectués par application de la loi sur la dépossession involontaire des titres au porteur se chiffrent par . . . . .	fr.	241,640.69
Les remboursements s'élèvent à . . . . .		15,075 »
	Solde . . . fr.	<u>226,565.69</u>

## QUESTION.

*Auriez-vous la bonté de me faire connaître l'origine et l'emploi des fonds visés aux articles 12, 13 et 14 du budget des recettes et dépenses pour ordre de 1925 — à savoir les versements et dépôts effectués chez les receveurs des contributions et de l'enregistrement pour compte de la Caisse d'épargne?*

## RÉPONSE.

Aux termes de l'article 4 de l'arrêté royal du 22 mai 1865, la Caisse d'épargne reçoit les excédents disponibles des recettes des provinces, des communes, des hospices, des bureaux de bienfaisance, des fabriques d'église et de tous établissements publics en général

En vue de donner à ces organismes toutes les facilités pour le versement de leurs disponibilités, les receveurs des contributions ont été appelés à concourir à ces opérations.

C'est le montant présumé des versements de l'espèce à opérer chez des comptables en 1925 qui figure à l'article 12 du budget pour ordre de cette année.

Par extension des dispositions de l'article 4 précité, les receveurs des contributions ont également été autorisés à recevoir les fonds disponibles des succursalistes de la Caisse d'épargne.

Les recettes présumées à effectuer de ce chef sont portées à l'article 13 dudit budget.

Conformément à l'article 19 du règlement arrêté par la Caisse générale d'épargne du 1<sup>er</sup> mai 1884, pour l'exécution de la loi du 15 avril précédent, relative aux prêts agricoles, les emprunteurs ont la faculté de déposer sur livrets de ladite Caisse, au bureau de l'enregistrement où le privilège agricole est inscrit, toutes sommes de 20 francs au moins.

La somme de 50,000 francs figurant à l'article 14 du budget pour ordre de 1925 représente le montant présumé des dépôts de l'espèce.

Mensuellement, l'administration de la Trésorerie met à la disposition de la Caisse d'épargne, les sommes versées aux fonds de tiers inscrits aux articles sus-visés 12, 13 et 14 du budget pour ordre.

## QUESTION.

*Qui administre le Fonds des Combattants et où siège cette institution ?*

## RÉPONSE.

Le Fonds des Combattants, institué par l'article 7 de la loi du 25 août 1921

sauf son Conseil d'administration, a été supprimé à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1923, par arrêté royal du 24 mai 1923 (*Moniteur* du 1<sup>er</sup> juin 1923, n° 152).

Le Conseil d'administration reste l'organisme consultatif à la disposition du Ministre de la Défense Nationale.

La 1<sup>re</sup> direction générale de ce Département (avenue Galilée, n° 3) est chargée d'achever la tâche assumée par le Fonds des Combattants.

#### QUESTION.

*Quelle est la situation de ce fonds ?*

*A savoir :*

1<sup>o</sup> *Quelles sommes y ont été versées en application de l'article 10 de la loi du 25 août 1920 ?*

2<sup>o</sup> *Quelles sommes y ont été versées depuis et à quel titre ?*

#### RÉPONSE.

L'article 12 de la loi du 10 août 1921, organisant la liquidation de la Dotation des Combattants (*Moniteur* du 21 août 1921, n° 233), a abrogé l'article 10 de la loi du 25 août 1920; les produits qui étaient désignés à cet article 10 comme devant être attribués au Fonds des Combattants restent acquis à l'État.

L'article 8 de la loi susvisée du 10 août 1921 a ouvert au Budget des recettes et des dépenses pour ordre un fonds spécial dénommé « Dotation des Combattants », lequel est alimenté par les legs, dons, souscriptions, etc., recueillis par le Fonds des Combattants, et par le subside que l'État lui alloue annuellement, pour parer à l'insuffisance de ses ressources.

Le crédit nécessaire à la liquidation du subside dont il s'agit a été inscrit pour la première fois, en 1921, au Budget du Ministère de la Défense Nationale (Dépenses extraordinaires) et par la suite au Budget du Ministère des Finances (Dépenses extraordinaires; en 1922 et 1923, et dépenses exceptionnelles en 1924).

Les ordonnances d'imputation sont échangées immédiatement contre des récépissés de versement levés pour compte du fonds spécial « Dotation des Combattants ».

Le tableau ci-après donne le relevé, par année et par nature de recettes, des sommes qui ont été versées audit fonds spécial :

ANNÉE.	Legs, dons, souscriptions, etc.	Subsides de l'Etat.	Remboursement de sommes perçues indûment par des combattants.	Total.
1921	494,896.23	25,000,000 (1)	—	25,494,896.23
1922	1,203,213.37	115,600,000 (2)	23,435.40	116,826,648.77
1923	8,310.89	225,000,000 (3)	35,649.27	225,043,960.16
1924	—	115,000,000 (4)	50,000.—	115,050,000.—

(1) Partie du subside afférent à l'année 1921.

(2) Solde du subside afférent à l'année 1921.

(3) Subsides des années 1922 et 1923.

(4) Subside de l'année 1924.

## QUESTION.

3. *Le Fonds est-il débiteur vis-à-vis de la Caisse d'Épargne, et de combien?*

## RÉPONSE.

Afin d'éviter le paiement à la Caisse d'Épargne de l'intérêt, fixé au taux de 5 p. c. par l'article 9 de la loi du 10 août 1921, sur les avances qu'elle aurait dû faire du chef des retraits de fonds opérés à ses guichets ou à ceux de la Banque Nationale de Belgique, le Trésor constitue périodiquement chez la Caisse d'Épargne des provisions destinées à faire face aux décaissements. Ces provisions sont prélevées sur ledit fonds spécial, lequel n'est donc jamais débiteur vis-à-vis de la Caisse d'Épargne.

## QUESTION.

*Quelles sont les règles et méthodes suivies pour la répartition des charbons allemands ?*

## RÉPONSE.

Une société coopérative a été constituée le 11 août 1920, par devant M<sup>e</sup> van Halteren, notaire à Bruxelles, sous le titre de *Comptoir belge de Répartition des Charbons allemands*.

Cette société a été chargée par l'État de vendre les combustibles livrés à la Belgique par l'Allemagne, en exécution de l'annexe 5 à la partie VIII du Traité de Versailles.

La vente s'effectue aux conditions et prix fixés par le Ministre des Finances, lequel nomme deux délégués dont la mission est de surveiller toutes les opérations du Comptoir.

Le Comptoir perçoit une commission de fr. 50 par tonne de charbon placée. Cette commission couvre toutes les charges, quelles qu'elles soient, et tous les risques des opérations du Comptoir.

(Voir le texte de la convention intervenue entre l'État et le Comptoir, Annexe A).

Le tableau ci-dessous donne la récapitulation des réceptions de combustibles des Réparations depuis le début du Comptoir, c'est-à-dire depuis le 16 octobre 1920 :

Années :		Moyenne mensuelle :
1920. . . . .	506,498 tonnes	202,599 tonnes
1921. . . . .	2,811,501 —	234,292 —
1922. . . . .	2,829,255 —	235,771 —
1923. . . . .	1,574,307 —	131,192 —
1924. . . . .	4,381,786 —	365,149 —

Voici le détail des réceptions et de la répartition des charbons pendant l'année 1924 :

MOUVEMENT MENSUEL DES RÉCEPTIONS DE CHARBONS ALLEMANDS EN 1924.

MOIS.	Charbons à gaz.	Fines à coke.	Charbons à coke.	Charbons demi-gras et maigres.	Charbons industriels divers.	Coke métallur- gique.	Coke concassé.	Briquettes lignite.	Lignite brut.	TOTAUX MENSUELS.
Janvier . . . . .	97,351	88,783	91,701	13,988	28	28,322	167	22,649	283	343,222
Février . . . . .	123,867	116,319	90,104	15,610	»	53,558	29	9,635	101	408,723
Mars . . . . .	163,470	138,449	123,918	20,290	»	66,182	»	18,602	150	531,061
Avril . . . . .	142,545	121,173	126,009	23,411	»	80,108	»	18,278	»	511,524
Mai . . . . .	20,590	32,957	29,803	9,534	»	35,449	»	8,135	141	136,609
Juin . . . . .	85,593	69,360	110,479	21,100	»	51,200	»	6,715	»	341,447
Juillet . . . . .	108,988	123,862	126,942	29,780	»	45,665	»	7,202	»	442,939
Août . . . . .	92,353	140,431	100,865	25,613	»	49,034	»	6,638	»	414,934
Septembre . . . . .	87,825	132,197	88,919	27,413	»	46,120	»	7,052	»	389,526
Octobre . . . . .	93,282	117,325	66,772	23,061	»	33,722	»	6,393	»	310,555
Novembre . . . . .	45,708	91,533	24,756	14,482	»	18,679	»	7,288	»	202,446
Décembre . . . . .	66,088	148,985	43,740	18,608	»	32,213	»	6,116	»	313,800
TOTAUX . . . . .	1,127,160	1,321,374	1,024,008	242,840	28	540,252	196	125,253	675	4,381,736

N° 58. J

(6)

RÉPARTITION GLOBALE DES RÉCEPTIONS EN 1924.

CONSUMMATEURS.	Charbons à gaz.	Fines à coke.	Charbons à coke.	Charbons demi-gras et maigres.	Charbons industriels divers.	Coke métallurgique	Coke concassé.	Briquettes de lignite.	Lignite brut.	TOTAUX.
Société coopérative des Fabricants de Coke.	75	1,293,360	596,272	10	»	»	»	»	»	1,889,717
Groupement des Hauts-Fourneaux et Acieries . . . . .	400,994	»	3,608	6,485	»	441,924	»	60	»	553,066
Exploitations gazières . . . . .	254,360	»	»	»	»	»	»	»	»	254,360
Fédération des Fonderies de Zinc, Plomb et Argent . . . . .	131,756	10,014	78,332	12,226	»	30,340	117	27,581	»	290,366
Fédération des Charbonnages . . . . .	12,588	17,670	40,398	3,912	»	»	»	120	»	74,688
Groupement des Verreries à Vitres . . . . .	62,340	»	564	15	»	»	»	6,599	»	69,518
Fédération des Industries chimiques . . . . .	43,233	»	23,075	1,615	»	264	»	445	»	68,632
Fédération des Centrales d'Electricité. . . . .	36,716	282	16,526	1,470	»	»	»	»	»	54,994
Mutuelle des Glaceries . . . . .	46,636	»	»	2,225	»	1,077	»	4,544	»	54,482
Construction Métallique. . . . .	22,895	»	4,381	4,097	»	15,562	79	837	»	47,851
Syndicat des Dolomies . . . . .	»	»	»	»	»	25,806	»	»	»	25,806
Groupement des Négociants en charbons.	173,362	»	79,122	95,977	»	22,246	»	79,377	288	450,372
Groupements divers. . . . .	93,702	48	41,106	52,220	16	3,033	»	5,690	387	196,202
Administration des chemins de fer . . . . .	148,503	»	140,629	62,588	12	»	»	»	»	351,732
TOTAUX . . . . .	1,127,160	1,321,374	1,024,008	242,840	28	540,252	196	125,253	675	4,381,786

( 7 )

[ N° 58 ]

## CHÈQUES POSTAUX.

Fin décembre 1924, les affiliés étaient au nombre de 137,210.

Pendant le mois, les inscriptions aux comptes se sont élevées à plus de dix milliards sept cents millions de francs se répartissant comme suit :

Versements . . . . . fr.	1,656,233,520.28
Virements . . . . .	7,381,771,252.18
Chèques au porteur. . . . .	700,775,849.57
Chèques nominatifs et divers . . . . .	971,830,783.00
	<hr/>
Fr. . . . .	10,710,611,405.03 (*)
Mois antérieurs . . . . . fr.	107,987,192,257.50
	<hr/>
Total depuis le 1 <sup>er</sup> janvier . . . . . fr.	118,697,803,662.53

. . .

Votre Commission a approuvé le projet de budget. Elle propose à la Chambre de l'adopter à son tour.

*Le Rapporteur,*  
P. DAVID.

*Le Président,*  
MAURICE LEMONNIER.

---

(\*) Les virements et autres opérations sans emplois de signes monétaires représentent 85.5 p.c. du chiffre total.



CONVENTION ENTRE L'ÉTAT BELGE ET LE COMPTOIR BELGE  
DE RÉPARTITION DES CHARBONS ALLEMANDS.

Entre l'État belge, représenté par Monsieur le Ministre des Finances, d'une part,

Et le Comptoir Belge de Répartition des charbons allemands (Exécution du Traité de Paix, Société coopérative, dont le siège est à Bruxelles, représentée par MM. Trasenster et Habets, respectivement Président et Vice-Président du Conseil d'administration, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Comptoir belge de Répartition des charbons allemands s'engage :

1° A effectuer la vente pour le compte de l'État belge, aux conditions et aux prix fixés par le Ministre des Finances, des combustibles livrés à la Belgique, en exécution de l'annexe 5 à la partie VIII du Traité de Versailles ou de toutes conventions relatives aux fournitures dont il s'agit, qui interviendraient ultérieurement entre la Belgique et l'Allemagne;

2° A communiquer au Ministre des Finances les raisons pour lesquelles une demande d'affiliation au Comptoir n'aura pas été acceptée conformément à l'article 13 des statuts;

3° A assumer les pertes résultant du non-paiement des fournitures régulièrement effectuées à ces clients;

4° A se charger, à partir de la frontière, de toutes les opérations nécessitées par le placement des charbons, y compris celles que pourrait entraîner la mise en stock, les frais de mise en stock étant supportés par l'État;

5° A supporter les pertes qui résulteraient d'un manque de précaution ou d'un défaut de surveillance, notamment en ce qui concerne les opérations de transbordement et de mise en stock;

ART. 2. — L'État Belge s'engage à autoriser le Comptoir à percevoir, par tonne charbon placée, une commission de fr. 0.50 destinée à couvrir toutes charges, quelles qu'elles soient, et tous risques éventuels résultant pour lui des engagements souscrits en vertu de la présente convention.

Le taux de cette commission pourra être modifié de commun accord entre les deux parties.

Après le prélèvement des frais généraux, les imputations statutaires et l'affectation à un fonds de réserve pour mauvaises créances, pertes, vols, etc., dont l'importance sera fixée par les délégués du Gouvernement et le Comptoir, le solde bénéficiaire, après bilan, sera acquis à l'État Belge, dès que le susdit fonds de réserve dépassera le minimum fixé.

ART. 3. — 1° Toutes les opérations du Comptoir seront surveillées par deux délégués du Gouvernement que désignera le Ministre des Finances;

2° Ces délégués ont notamment le droit d'examiner, à tout moment, les archives, les livres et la correspondance du Comptoir;

3<sup>o</sup> Ils ont le droit d'assister aux assemblées générales, ainsi qu'à toutes les réunions ou séances du Conseil d'administration, du Collège des commissaires, du Conseil général et du Comité de direction, auxquelles ils doivent être obligatoirement convoqués ;

4<sup>o</sup> Ils ont la faculté de suspendre l'exécution de toutes résolutions qu'ils jugeraient contraires aux statuts ou à la présente convention, ou qui seraient de nature à léser l'intérêt général, et d'en référer au Ministre des Finances, qui peut s'opposer à la dite exécution. Si le veto du Ministre n'intervient pas dans les huit jours à compter de la date de la résolution, celle-ci peut être exécutée ;

5<sup>o</sup> La rétribution éventuelle de l'un ou des délégués du Gouvernement est à la charge du Comptoir.

6<sup>o</sup> En cas de liquidation du Comptoir, le contrôle de l'État s'exercera jusqu'au jour où la liquidation sera terminée.

ART. 4. — Le Comptoir fera l'avance des dépenses incombant à l'État et en fournira la justification au Ministre des Finances, dans la forme et de la manière déterminées par celui-ci.

ART. 5. — Les fournitures de charbon à effectuer aux Administrations publiques bénéficieront d'un droit de priorité.

La commission prévue à l'article 2, ci-dessus, est due au Comptoir, pour ces fournitures, au même titre que pour les autres.

ART. 6. — 1<sup>o</sup> Le Comptoir mettra ses statuts en concordance avec les stipulations de la présente convention, et les soumettra à l'approbation du Ministre des Finances.

2<sup>o</sup> Aucune modification ne pourra, dans la suite, être introduite dans les dits statuts si elle n'est préalablement approuvée par le Ministre des Finances.

ART. 7. — La présente convention annule et remplace celle qui a été conclue, le 31 décembre 1921, avec le Ministre des Affaires Économiques. Elle sortira ses effets à partir du 1<sup>er</sup> avril 1922, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1922. Elle se renouvellera ensuite tacitement d'année en année, pour autant qu'elle n'ait pas été dénoncée par l'une ou l'autre des parties, trois mois au moins avant le 31 décembre, moyennant préavis donné par lettre recommandée à la poste.

ART. 8. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte sont à la charge du Comptoir.

Fait en double à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 1922.

(Signatures.)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1925.

## BEGROOTING VAN DE ONTVANGSTEN EN UGAVEN VOOR ORDER VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

### VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN  
EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DAVID.

MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Financiën had aangedrongen op de voortzetting van de jaarlijkse bekendmaking van den toestand der rekeningen die voorkomen op de Begrooting voor Order, en eene vraag in dien zin werd tot den Minister van Financiën gericht. Zijn antwoord luidde :

« De Thesaurie beschikt nog niet over al de noodige gegevens om den toestand van de rekeningen, op de Begrooting voor Order gebracht, op te maken.

» Voor de jaren 1914 tot 1924 zal deze toestand aangegeven worden in de algemeene rekeningen die ik zoodra mogelijk zal bekendmaken.

» De algemeene rekening voor het jaar 1914 zal opgemaakt zijn in den loop van het aanstaande kwartaal, het eerste deel is reeds klaar en overgemaakt aan het Rekenhof.

» De rekeningen voor de jaren 1915 tot 1918, waarvan het opmaken niet zooveel werk zal vragen, zullen achtereenvolgens aan dit Hof kunnen overgemaakt worden binnen een behoorlijken termijn.

» Daarna zal mijn beheer het opmaken van de na-oorlogsche rekeningen ondernemen, een aanzienlijk werk, dat met de noodige vlugheid zal voltooid worden ».

Een zeker getal rekeningen, die tot hiertoe geregeld op al de begrootingen voorkwamen, zullen niet meer verschijnen op die van 1925 en volgende. Het zijn

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4-xix.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Lemonnier, voorzitter, Hallet en Pussemier, ondervoorzitters, Carlier en David, secretarissen, Bologne, De Broyne (Aug.), de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Golevaux, Merlot, Pecher, Pierco, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

deze welke genummerd zijn n<sup>o</sup> 120, 123 en 124 op de begrooting van 1924, en betrekking hebben op de hoeven der weldadigheidskoloniën, de landbouwdomeinen van de Weldadigheidsscholen van Moll, Ruysselede, Sint-Hubert en Mexplas, op de landbouwexploitaties afhangende van de instellingen van Laken, Hoei en Vilvoorde.

De reden er van is, dat deze hoeven en landbouwdomeinen tegenwoordig in regie worden geëxploiteerd.

De rekeningen van deze ondernemingen worden in geen enkel officieel document bekendgemaakt, maar kunnen ingezien worden in de departementen waarvan de betrokken instellingen afhangen.

Een lid van de Commissie heeft gevraagd of deze nieuwe regeling niet in strijd is met artikel 115, § 2, van de Grondwet, welk luidt :

« Al de ontvangsten en uitgaven van den Staat moeten gebracht worden op de begrooting en in de rekeningen. »

Het is niet te betwisten, zegt dit lid, dat de ontvangsten en uitgaven van deze hoeven en domeinen, welke aan den Staat toebehooren, ontvangsten en uitgaven van den Staat zijn.

Zij moeten dus op de begrooting en in de rekeningen voorkomen, wat niet meer het geval zal zijn wanneer de nieuwe regeling wordt aangenomen.

Het antwoord van het Departement van Financiën op eene vraag dienaangaande gesteld, luidde :

« Zooals gij denkt, werden de artikelen 120b, 123 en 124, die voorkwamen op de begrooting voor order van 1924, weggelaten voor 1925, tengevolge van de financieele zelfstandigheid door de wet verleend aan de instellingen door deze artikelen bedoeld.

Deze zelfstandigheid had immers voor gevolg de ontvangsten en uitgaven dezer instellingen niet meer door de Staatscomptabiliteit te doen goedkeuren. »

Verscheidene andere vragen werden door de Commissie gesteld. Wij laten hier de antwoorden volgen.

#### VRAAG.

*Welke ontvangsten en welke uitgaven moeten staan onder artikel 58, thans opgeheven, en getiteld : Beheer der spoorwegen?*

#### ANTWOORD.

Het fonds, waarop artikel 58 van het oorspronkelijk begrotingsontwerp van Ontvangsten en Uitgaven voor order betrekking had, moest bestaan in de lopende rekening, met de Belgische Schatkist, van de ontvangsten en betalingen van de spoorwegen, indien de wet tot instelling van de financieele zelfstandigheid van dit beheer op gepasten tijd door den Senaat ware aangenomen geweest. (Art. 19, Document van den Senaat, n<sup>o</sup> 247, zittingsjaar 1923-1924).

#### VRAAG.

*Artikel 3 van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order voorziet eene som van 100,000 frank ter uitvoering van de wet betreffende buitenbezitting van de titels aan toonder.*

*Mag ik u vragen mij te laten weten welke sommen tot hiertoe noodig waren voor de toepassing van deze wet?*

ANTWOORD.

Op 17 Januari 1925, bedragen de in bewaring gegeven geldwaarden, bij toepassing van de wet op de onvrijwillige buitenbezitstelling van titels aan toonder . . . . . fr. 241,640.69

De uitkeeringen bedragen . . . . . 15,075.00

Hetzij. . . . . fr. 226,565.69

VRAAG.

*Zoudt u zoo goed willen zijn ons te laten weten welke de oorsprong en het gebruik zijn van de sommen bedoeld onder de artikelen 12, 13 en 14 van de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order, voor 1925, — namelijk de stortingen en inbewaaringen gedaan bij de ontvangers der belastingen en der registratie voor rekening van de Spaarkas?*

ANTWOORD.

Krachtens artikel 4 van het Koninklijk besluit van 22 Mei 1865, ontvangt de Spaarkas het beschikbaar overschot van de ontvangsten der provinciën, gemeenten, godshuizen, weldadigheidsbureelen, kerkfabrieken en, over het algemeen, van alle openbare instellingen.

Om aan deze instellingen alle gemak te verschaffen voor het storten van hare beschikbare sommen, werden de ontvangers van de belastingen aangezocht bij deze verrichtingen behulpzaam te zijn.

Het is het vermoedelijk bedrag van deze stortingen te doen bij rekenplichtigen, hetwelk voorkomt onder artikel 12 van de begrooting voor order van dit jaar.

Bij uitbreiding van de bepalingen van voornoemd artikel 4, werden de ontvangers der belastingen eveneens gemachtigd de beschikbare sommen van de hulpkantoren der Spaarbank te ontvangen.

De daaruit voortvloeiende vermoedelijke ontvangsten uit dien hoofde zijn gebracht onder artikel 13 van gezegde begrooting.

Overeenkomstig artikel 19 van het reglement vastgesteld, door de Algemeene Spaarkas op 1 Mei 1884, ter uitvoering van de wet van 15 April van hetzelfde jaar betreffende de landbouwleeningen, mogen de leeners, ten kantore van de registratie waar het landbouwprivilegie is ingeschreven, alle sommen van ten minste 20 frank op de boekjes van voornoemde spaarkas storten.

De som van 50,000 frank, onder artikel 14 van de begrooting voor order van 1925, is het vermoedelijk bedrag van deze in bewaring gegeven sommen.

Elke maand stelt de Thesaurie ter beschikking van de Spaarkas de sommen gestort voor rekening van derden, ingeschreven onder de voornoemde artikelen 12, 13 en 14 van de begrooting voor order.

VRAAG.

*Wie beheert het Strijdersfonds en waar heeft deze instelling haar zetel?*

## ANTWOORD.

Het Strijdersfonds, ingesteld bij artikel 7 der wet van 25 Augustus 1920, met uitzondering van zijn beheerraad, werd op 1 Juli 1923 afgeschaft bij het Koninklijk besluit van 24 Mei 1923 (*Staatsblad* van 1 Juni 1923, n<sup>o</sup> 152).

De Beheerraad blijft het raadgevend organisme ter beschikking van den Minister van Landsverdediging.

De 1<sup>e</sup> algemeene directie van dit departement (Galileelaan, n<sup>o</sup> 3) is belast met de taak, door het Strijdersfonds op zich genomen, te voltooien.

## VRAAG.

*In welken toestand verkeert dit Fonds?*

*Met andere woorden :*

1<sup>o</sup> *Welke sommen werden in dit Fonds gestort bij toepassing van artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920?*

2<sup>o</sup> *Welke sommen werden er sedertdien gestort en te welken titel?*

## ANTWOORD.

Artikel 12 der wet van 10 Augustus 1921, waarbij de vereffening van de Dotatie der strijders wordt geregeld (*Staatsblad* van 21 Augustus 1921, n<sup>o</sup> 233) werd ingetrokken bij artikel 10 der wet van 25 Augustus 1920; de opbrengst welke bij dit artikel aangeduid wordt als zijnde bestemd voor het Strijdersfonds, blijft eigendom van den Staat.

Bij artikel 8 der hooger genoemde wet van 10 Augustus 1921, wordt op de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order een bijzonder fonds uitgetrokken onder de benaming van « Dotatie der Strijders »; dit fonds wordt gespijsd door middel van erflatingen, giften, inschrijvingen, enz., ingezameld door het Strijdersfonds, alsmede door middel van jaarlijksche Staatstoelagen om de ongenoegzame inkomsten aan te vullen.

Het crediet tot uitbetaling dezer toelage werd de eerste maal, in 1921, uitgetrokken op de Begrooting van Landsverdediging (Buitengewone uitgaven) en later op de Begrooting van Financiën (Buitengewone uitgaven, in 1922 en 1923; Uitzonderlijke uitgaven in 1924).

De betaalbevelen worden onmiddellijk uitgewisseld tegen ontvangstbewijzen van storting gedaan voor rekening van het bijzonder fonds, « Strijdersfonds » genaamd.

Onderstaande tabel vermeldt, per jaar en volgens den aard der ontvangsten, de sommen welke op dit bijzonder fonds werden gestort :

JAAR.	Erflating, n. giften, inschrijvingen, enz.	Staats'oelagen.	Terugbetaling van sommen welke door strijders ten onrechte werden getrokken.	Totaal.
1921.	494,896.23	25,000,000 (1)	—	25,494,896.23
1922.	1,203,213.37	115,600,000 (2)	23,435.40	116,826,648.77
1923.	8,310.89	225,000,000 (3)	35,649.27	225,043,960.16
1924.	—	115,000,000 (4)	50,000.—	115,050,000.—

## VRAAG.

3. *Heeft het Fonds schulden bij de Spaarkas, en hoeveel?*

## ANTWOORD.

Om de betaling te vermijden bij de Spaarkas van den interest vastgesteld op 5 t. h. door artikel 9 van de wet van 10 Augustus 1921, voor de voorschotten die zij zou hebben moeten doen door het afhalen van geld aan hare winketten of aan deze van de Nationale Bank van België, stort de Schatkist op geregelde tijdstippen bij de Spaarkas provisie's bestemd om die uitbetalingen te dekken. Deze provisie's worden afgenomen van het voornoemd bijzonder fonds, dat dus nooit in schuld staat tegenover de Spaarkas.

## VRAAG.

*Welke zijn de regels en de methodes voor de verdeling der Duitse kolen?*

## ANTWOORD.

Eene samenwerkende vennootschap werd opgericht ten overstaan van M<sup>ter</sup> Van Halteren, notaris te Brussel, onder de benaming *Comptoir belge de Répartition des charbons allemands*.

Deze vennootschap werd door den Staat belast met den verkoop van de brandstoffen door Duitschland aan België geleverd, ter uitvoering van de Bijlage 3 bij Deel VIII van het Verdrag van Versailles.

De verkoop geschiedt onder de voorwaarden en tegen de prijzen bepaald door den Minister van Financiën, die twee afgevaardigden benoemt aan wie is opgedragen al de verrichtingen van het *Comptoir* te controleeren.

Het *Comptoir* ontvangt eene commissieloon van 50 frank per ton geplaatste kolen. Dit commissieloon dekt al de kosten, welke zij ook wezen, en al de risico's van de verrichtingen van het *Comptoir*.

(1) Gedeelte van de toelage voor 1921.

(2) Overschot van de toelage voor 1921.

(3) Toelagen voor 1922 en 1923.

(4) Toelage voor 1924.

(Zie de tekst van de overeenkomst gesloten tusschen den Staat en het *Comptoir*, Bijlage A.)

Onderstaande tabel geeft een overzicht van de ontvangsten van brandstof, uit hoofde van het herstel, sedert de oprichting van het *Comptoir*, d. i. sedert 16 October 1920 :

Jaren :		Maand. gemidd. cijfer :
1920. . . . .	506,498 ton	202,599 ton.
1921. . . . .	2,811,501 —	234,292 —
1922. . . . .	2,829,255 —	235.771 —
1923. . . . .	1,574,307 —	131,192 —
1924. . . . .	4,381,786 —	365,149 —

Hierbij volgt de omstandige opgave van de ontvangsten en van de verdeling der kolen gedurende het jaar 1924 :



MAANDELIJSCHE ONTVANGSTEN VAN DUITSCHE STEENKOLEN IN 1924.

MAAND.	Gaskolen.	Fijne coke-kolen.	Coke-kolen.	Half-vette en magere kolen.	Industriele kolen van verschillende soort.	Coke voor de metaal-industrie.	Vergruisde coke.	Bruinkool briquettes.	Bruto bruinkool.	TOTAAL PER MAAND.
Januari . . . . .	97,851	88,783	91,701	13,938	28	28,922	167	22,649	238	343,222
Februari . . . . .	123,367	116,319	90,164	15,610	»	58,558	29	9,633	101	408,728
Maart . . . . .	163,470	138,449	123,918	20,290	»	66,182	»	18,602	150	531,061
April . . . . .	142,545	121,173	126,009	23,411	»	80,108	»	18,278	»	511,524
Mei . . . . .	20,590	32,957	29,803	9,534	»	38,449	»	8,135	141	136,609
Juni . . . . .	85,593	69,360	110,479	21,100	»	51,200	»	6,715	»	344,447
Juli . . . . .	108,988	123,862	126,942	29,780	»	45,665	»	7,202	»	442,939
Augustus . . . . .	92,358	140,431	100,865	25,613	»	49,034	»	6,638	»	414,934
September . . . . .	87,825	132,197	88,919	27,413	»	46,120	»	7,052	»	389,526
October . . . . .	93,282	117,325	66,772	23,061	»	33,722	»	6,393	»	340,555
November . . . . .	45,708	91,533	24,756	14,482	»	18,679	»	7,288	»	202,446
December . . . . .	66,088	148,985	43,740	18,608	»	32,218	»	6,116	»	315,800
TOTAAL . . . . .	1,127,160	1,321,374	1,024,008	242,840	28	540,252	196	125,253	675	4,381,786

( 7 )

[ N<sup>o</sup> 38. ]

Globale Verdeeling der Ontvangsten in 1924.

VERBRUIKERS.	Gaskolen.	Fijne coke-kolen.	Coke-kolen.	Half-vette en magere kolen.	Industrieel kolen van verschillenden aard.	Coke voor de metaal-industrie.	Vergruisde coke.	Bruinkool-briketten.	Bruto bruinkool.	TOTAAL.
Société coopérative des Fabricants de Coke.	75	1,293,360	596,272	10	"	"	"	"	"	1,889,717
Groepement des Hauts-Fourneaux et Aciéries . . . . .	100,994	"	3,608	6,854	"	441,924	"	60	"	553,066
Exploitations gazières . . . . .	254,360	"	"	"	"	"	"	"	"	254,360
Fédération des Fonderies de Zinc, Plomb et Argent . . . . .	131,756	10,014	78,332	12,226	"	30,340	117	27,581	"	290,366
Fédération des Charbonnages . . . . .	12,588	17,670	40,398	3,912	"	"	"	120	"	74,688
Groepement des Verreries à Vitres . . . . .	62,340	"	564	15	"	"	"	6,599	"	69,518
Fédération des Industries chimiques . . . . .	43,233	"	23,075	1,615	"	264	"	445	"	68,632
Fédération des Centrales d'Electricité. . . . .	36,716	282	16,525	1,470	"	"	"	"	"	54,994
Mutuelle des Glaceries . . . . .	46,636	"	"	2,225	"	1,077	"	4,544	"	54,482
Construction Métallique. . . . .	22,805	"	4,381	4,097	"	15,562	79	837	"	47,851
Syndicat des Dolomies . . . . .	"	"	"	"	"	25,806	"	"	"	25,806
Groepement des Négociants en charbons. . . . .	173,362	"	79,122	95,977	"	22,246	"	79,377	288	450,872
Onderscheidene groepeeringsen . . . . .	93,702	43	41,106	52,220	16	3,033	"	5,690	387	196,202
Beheer van de Spoorwegen . . . . .	148,503	"	140,620	62,588	12	"	"	"	"	351,732
TOTAAL. . . . .	1,127,160	1,321,374	1,024,008	242,840	28	540,252	196	125,253	675	4,381,786

[ N. 38. ] ( 8 )

## POSTCHECKS.

Eind December 1924, waren de aangeslotenen ten getale van 137,210.

Gedurende de maand, bedroegen de inschrijvingen op de rekeningen meer dan tien milliard zeven honderd millioen frank verdeeld als volgt :

Stortingen . . . . . fr.	1,656,233,520.28
Overschrijvingen . . . . .	7,381,771,252.18
Checks aan toonder. . . . .	700,775,849.57
Checks op naam en verschillende. . . . .	974,830,783.00
	Fr. . . . . 10,710,611,405.03 (*)
Vorige maanden. . . . . fr.	107,987,192,257.50
Totaal sedert 1 Januari. . . . . fr.	118,697,803,662.53

\* \*

De Commissie heeft het Begrootingsontwerp goedgekeurd en zij noodigt de Kamer uit het op hare beurt aan te nemen,

*De Verlaggever,*

P. DAVID.

*De Voorzitter,*

MAURICE LEMONNIER.

---

(\*) De overschrijvingen en andere verrichtingen zonder muntaanduidingen vertegenwoordigen 83.5 t. h. van het geheele bedrag.

**OVEREENKOMST TUSSCHEN DEN BELGISCHEN STAAT  
EN HET « COMPTOIR ».**

Tusschen den Belgischen Staat, vertegenwoordigd door den Minister van Financiën, enerzijds,

En het « Comptoir Belge de Répartition des Charbons allemands » (Ter uitvoering van het Vredesverdrag), Samenwerkende Vennootschap, waarvan de zetel te Brussel is, vertegenwoordigd door de heeren Trassenster en Habets, respectievelijk Voorzitter en Ondervoorzitter van den Beheerraad, anderzijds,

Werd overeengekomen hetgeen volgt :

**EERSTE ARTIKEL.** — Het « Comptoir Belge de Répartition des Charbons allemands » verbindt zich :

1<sup>o</sup> Te verkoopen voor rekening van den Belgischen Staat, tegen de voorwaarden en prijzen door den Minister van Financiën vastgesteld, de brandstof aan België geleverd ter uitvoering van de bijlage 5, deel VIII, van het Verdrag van Versailles of van welkdanige overeenkomst ook betreffende de bedoelde leveringen, welke later tusschen België en Duitschland kon worden gesloten ;

2<sup>o</sup> Aan den Minister van Financiën kennis te geven van de redenen waarom eene aanvraag tot aansluiting bij het « Comptoir » niet zal worden aangenomen overeenkomstig artikel 13 der statuten :

3<sup>o</sup> Het verlies te dragen voortspruitend uit het niet betalen der regelmatig geleverde waar aan deze cliënten ;

4<sup>o</sup> Zich te belasten, van af de grens, met alle verrichtingen die vereischt worden voor de plaatsing der kolen, met inbegrip van de verrichtingen wegens het opslaan in stock, de kosten zelf van het opslaan in stock zijnde voor rekening van den Staat ;

5<sup>o</sup> De verliezen te dragen die kunnen voortspruiten uit een gebrek aan zorg of toezicht, inzonderheid wat betreft de verrichtingen van overladingen en van het opslaan in stocks.

**ART. 2.** — De Belgische Staat verbindt zich het Comptoir toe te laten om per ton geplaatste steenkolen een commissiegeld van fr. 0.50 te innen, bestemd om gelijk welke lasten te dekken, mitsgaders alle eventueele risico's voor hetzelfde voortvloeiend uit de verbintenissen aangegaan krachtens deze overeenkomst.

Het bedrag van dit commissiegeld kan in gemeen overleg tusschen beide partijen gewijzigd worden.

Na voorafneming van de algemeene kosten, de statutaire verrekeningen en wat bestemd is voor een reservefonds tegen ondeugdelijke schuldverderingen, verliezen, diefstallen, enz , waarvan de belangrijkheid zal vastgesteld worden door de afgevaardigden van de Regeering en het Comptoir, zal de winst, na het opmaken van de balans, den Belgischen Staat ten goede komen, zoodra voornoemd reservefonds het vastgestelde minimum zal overschrijden.

**ART. 3.** — 1<sup>o</sup> Over al de verrichtingen van het Comptoir zal toezicht uitge-

oefend worden door twee afgevaardigden van de Regeering die de Minister van Financiën zal aanduiden ;

2<sup>o</sup> Deze afgevaardigden hebben inzonderheid het recht te allen tijden de bescheiden, boeken en briefwisseling van het Comptoir te onderzoeken ;

3<sup>o</sup> Zij hebben het recht de algemeene vergaderingen bij te wonen, evenals al de vergaderingen of zittingen van den Beheerraad, van het College van Commissarissen, van den Algemeenen Raad en van het Bestuurscomiteit, waartoe zij moeten worden uitgenoodigd ;

4<sup>o</sup> Zij hebben het recht de uitvoering te schorsen van al de besluiten die zij in strijd zouden oordeelen met de statuten of met deze overeenkomst, of die van zulken aard zouden zijn dat zij het algemeen belang benadeelen, en daarover verslag te doen aan den Minister van Financiën die zich kan verzetten tegen die uitvoering. Stelt de Minister zijn veto niet binnen acht dagen na den dag van het besluit, dan mag dit worden uitgevoerd ;

5<sup>o</sup> De eventueele bezoldiging van een of meer afgevaardigden van de Regeering komt ten laste van het Comptoir ;

6<sup>o</sup> In geval van liquidatie van het Comptoir zal de Staat zijn contrôle uitoefenen tot op den dag dat de liquidatie is geëindigd.

ART. 4. — Het Comptoir zal de sommen, die ten laste van den Staat komen, voorschieten, en zal daarvan verantwoording overleggen aan den Minister van Financiën, in den vorm en op de wijze door deze bepaald.

ART. 5. — De leveringen van steenkolen aan de Openbare Besturen zullen een prioriteitsrecht genieten.

Het commissiegeld, voorzien onder artikel 2 voornoemd, is voor deze leveringen verschuldigd aan het Comptoir zooals voor de andere leveringen.

ART. 6. — 1<sup>o</sup> Het Comptoir zal zijne statuten in overeenstemming brengen met de bepalingen van deze overeenkomst en zal ze ter goedkeuring onderwerpen aan den Minister van Financiën ;

2<sup>o</sup> Geene wijziging zal in het vervolg aan voornoemde statuten mogen gebracht worden, zoo zij niet vooraf werd goedgekeurd door den Minister van Financiën.

ART. 7. — De onderhavige overeenkomst vernietigt en vervangt deze welke werd gesloten op 31 December 1921 met den Minister van Economische Zaken. Zij zal van kracht worden van af 1 April 1922 en van toepassing blijven tot op 31 December 1922. Zij zal vervolgens stilzwijgenderwijze van jaar tot jaar vernieuwd worden in zooverre zij niet werd opgezegd door eene van beide partijen drie maand ten minste vóór 31 December, mits vooropzegging bij ter post aangeteekenden brief.

ART. 8. — De zegel en registratierechten van deze akte komen ten laste van het Comptoir.

Gedaan in tweevoud te Brussel, op 1 April 1922.

(Handteekeningen.)